

DE L'ALGÉRIE A LA RÉFORME FOUCHET.: CRITIQUE DU SYNDICALISME ÉTUDIANT

III

Si le projet syndical, ou mieux, le projet de « syndicalisation du milieu étudiant » s'intègre aux modes mystifiés de réponse du groupe à ses contradictions ; si la praxis étudiante en tant qu'elle se saisit comme tentative d'intégration à un groupe imaginaire - mais néanmoins réel dans sa mystification même - produit « son » organisation et en dénature ainsi les fondements politiques, il n'en demeure pas moins que la construction du syndicalisme étudiant est une nécessité politique de l'heure, comme l'est la constitution d'une organisation révolutionnaire en milieu étudiant.

Cette nécessité elle-même, à moins de nous renvoyer aux débats théoriques d'il y a plusieurs années (historiquement nécessaires, mais aujourd'hui dépassés), à moins de se définir ex nihilo, comme si rien ne s'était passé, indique au mouvement étudiant l'axe fondamental de sa tâche à l'échelle interne, qui est de comprendre ce qu'il fait dans ce qu'il a à faire en élucidant ce qui l'a fait. Faute de quoi l'impasse actuelle, nous l'avons vu, est sans issue puisque, de quelque côté que l'on se tourne, la contradiction réapparaît, seulement médiée de façon différente selon les cas, entre l'appareil et sa base, la signification politique de l'orientation et la pratique corporatiste qui lui correspond, entre les aménagements techniques et les contestations politiques, pour aboutir au vieux débat parti-syndicat, réforme ou révolution.

Mais il ne peut suffire de montrer pourquoi le milieu étudiant ne pouvait produire spontanément que des réponses mystifiées, prisonnier qu'il est des normes qui lui assignent sa spécificité sociale en même temps qu'elles servent de références à la pratique

même que cette spécificité engendre. Il ne suffit pas non plus de montrer pourquoi et comment le syndicat, dans sa vocation « représentative » et sa pratique de masse, se trouve contraint malgré lui de céder à des comportements imaginaires en leur fournissant le support rationalisant de ses revendications. Car, à s'en tenir là, on risque fort d'introduire une nouvelle mystification on en est arrivé là parce qu'il ne pouvait en être autrement et il ne pouvait en être autrement puisque justement on en est arrivé là. Moyennant quoi, les dirigeants sauvent leur belle âme en rationalisant leur impuissance pratique ¹.

Ce n'est pas l'histoire interne d'un projet pratiquement privé de sens qui permet d'en rendre compte, mais l'histoire tout court. Les faits ne se prêtent qu'à une description complaisante qui, prétendant à l'analyse, confine à l'auto-justification. Seul l'examen des conditions politiques externes - qui sont à l'origine d'une orientation qui se retourne sur elles pour les éclairer d'une pratique nouvelle, et qui constituent également le sol irréductible d'une pratique spécifique du milieu étudiant - nous permet de restituer là signification globale de cette « transformation syndicale de l'U.N.E.F. » pour laquelle la gauche combat dès le congrès de Reims (avril 1962). Sur ce point, l'histoire « objective » et la subjectivité des protagonistes s'accordent c'est bien de la guerre d'Algérie qu'il faut partir et des significations de la lutte anticolonialiste telle qu'elle est vécue par l'étudiant français.

Seulement, là encore, nous ne devons pas décrire le phénomène dans son intégrité brute selon une démarche qui est aussi l'une des causes de l'impasse actuelle, sous peine d'y retomber. L'effort d'analyse que nous avons entrepris vise à dépasser les termes des analyses que nous avons formulées et à tenter de dépasser, du même coup, les termes du débat qui a lieu au sein de la gauche de l'U.N.E.F.

Il faut (comme nous l'avons tenté) passer à un niveau plus profond de réalité, dépasser la description du phénomène (ou même son analyse formelle) et tenter de retrouver, par un effort

1. S'ils ne le font pas eux-mêmes, d'autres s'en chargent à leur place : « L'U.N.E.F. semble inaugurer dans notre vie politique cette expérience de la lassitude, cette fuite des sens, cette absence de réponse aux « pourquoi » que Nietzsche a nommées le nihilisme.

« Le nihilisme politique, pris dans ce sens, est peut-être aujourd'hui la véritable orientation de M.K. et de ses amis » G. LAPASSADE, « *Un nihilisme politique s*, *Combat*, 20-1-1965.

logique, les termes mêmes du débat réel : la lutte des classes. Et ce d'autant plus que la transparence du milieu et des luttes étudiantes, pour une analyse menée en termes de lutte des classes, est en apparence très grande. Elle est toutefois d'une nature très différente de celle décrite un peu mécaniquement par certains. Il peut sembler que cette référence dépasse les débats concrets et les noie dans des considérations générales ; il nous semble, au contraire, qu'on ne peut comprendre la réalité de la guerre d'Algérie pour le mouvement étudiant sans référence à la forme qu'a revêtue la lutte des classes au niveau international, et à la forme particulière par laquelle elle s'est traduite, en France, sur le milieu étudiant dans ses déterminations contradictoires. Nous sommes ainsi conduits à ne plus parler de la guerre d'Algérie et du mouvement étudiant seulement, mais à esquisser une explication plus générale des luttes étudiantes dans le monde, au sein desquelles la lutte des étudiants français a une physionomie propre et originale, mais qui se trouve éclairée par l'analyse plus générale des conditions qui la déterminent et auxquelles elles renvoient. D'où la nécessité pour nous (ne serait-ce que pour rompre une fois pour toutes avec notre vision subjective de militant-témoin, engagé dans une aventure le dépassant, mais dont il a vécu la prégnance et toute l'épaisseur quotidiennes) de démarrer notre analyse sur les luttes d'autres étudiants qui pourtant, comme nous l'avons affectivement éprouvé, renvoyaient si fort à celle que nous menions.

Nous nous sommes référé plus haut aux étudiants cubains : leur combat est en effet éclairant à bien des égards.

D'une façon très générale et schématique, la révolte des étudiants cubains contre le régime Batista s'apparentait de très près à celle d'une frange importante de la petite et moyenne bourgeoisie cubaine. Ce que visait la révolte au départ, ce n'était pas l'oppression économique de l'impérialisme américain, mais ce qu'il avait de profondément dégradant moralement.

L'impérialisme américain était saisi dans ses manifestations les plus voyantes : le paradis frelaté et douteux que les milliardaires yankees avaient installé à La Havane, sans que soit effectué le lien entre la dictature de Batista et les nécessités économiques de l'impérialisme. Mais, de même, la révolte s'exerçait contre cette pourriture interne du régime, jugée comme un régime de

trahison nationale au profit de l'étranger. C'est là, direz-vous, le sort de toute « lutte nationale ». Certes ; mais il n'est pas sans intérêt de constater, dans ce cas précis, la forme extrêmement radicale des moyens empruntés, alors même que la finalité du combat est relativement vague (l'indépendance nationale). Ici, la radicalisation des moyens a précédé, mais aussi déterminé - conjointement à l'impulsion de dirigeants d'inspiration marxiste - la radicalisation des fins.

Révolte petite-bourgeoise donc, mais basée sur la référence explicite à un modèle de bourgeoisie et de culture nationales bafouées par l'impérialisme et qui, dans le champ spécifique où elle opère, se transforme en conscience révolutionnaire pour une large masse des étudiants.

En effet, à un certain niveau d'intensité de la lutte (par les moyens employés et les masses mobilisées), le mouvement de révolte contre la corruption des valeurs nationales fait corps avec la lutte nationale sous toutes ses dimensions ; mais celle-ci à son tour porte, dans son origine petite-bourgeoise même, les germes de sa radicalisation. La réappropriation du patrimoine national contre l'oppression étrangère ne peut plus se réaliser que par une modification profonde des structures nationales elles-mêmes. Les objectifs « démocratiques » de la lutte de libération - dans laquelle petits-bourgeois et intellectuels jouent un rôle essentiel - ne seront réalisées que par la lutte du prolétariat et de la paysannerie réforme agraire, industrialisation et alphabétisation ne peuvent plus être les mots d'ordre d'une bourgeoisie qui, dans la lutte, a dû choisir son camp : la révolution nationale, sous peine de pourrir, exige la révolution socialiste. Ce passage capital, les étudiants cubains l'ont effectué dans le cours même du combat libérateur.

Mais c'est d'abord en tant que citoyens, au sens de 1789, que les étudiants se révoltèrent, et non en tant qu'étudiants « défavorisés ». En un sens, par leur origine, et aussi en raison des structures sociales cubaines, les étudiants cubains étaient beaucoup plus liés à leur classe d'origine que ne le sont les étudiants français, par exemple. Mais le champ idéologique et culturel qui constitue l'horizon spécifique de leur pratique sociale, exacerbe la contradiction dans laquelle ils vivent et induit la radicalisation de leur manifestation politique, tandis que la bourgeoisie « nationale » dans son ensemble reste déchirée.

entre son nationalisme idéologique et les profits qu'elle retire de l'oppression coloniale.

Ainsi les étudiants cubains (ou algériens, marocains, vietnamiens...) affrontés aux manifestations les plus violentes de l'impérialisme qui ne peut même plus se payer le luxe de se parer des plumes messianiques de la civilisation et du progrès, voient s'effondrer par ce biais les valeurs « universelles » de l'opresseur, et valorisent sur le mode imaginaire leurs traditions et valeurs nationales (qui ne pouvaient plus s'exprimer à l'Université et sont ainsi auréolées d'un prestige négatif et destructeur). Ils prennent conscience de leur appartenance à une communauté nationale qui leur permet de briser le cercle étudiant ; ils se voient non plus comme groupe social spécifique, mais comme partie d'une société nationale à libérer. La rupture se fait alors et permet le passage à une conscience révolutionnaire réelle par la présence d'un groupe révolutionnaire en lutte et, en liaison avec lui, d'une révolte à signification sociale et non plus étudiante ²

On retrouve, au niveau des significations politiques globales et à la conjoncture historique différente près, le même schéma chez les étudiants français durant la guerre d'Algérie. Mais ceux-ci ne sont pas confrontés directement à un impérialisme étranger, et ne peuvent donc dépasser de façon aussi massive le stade de la révolte morale pour accéder à la conscience révolutionnaire ³.

2. Inversement, dans la société nouvelle, et au niveau spécifique de pratique sociale que constitue l'Université, les étudiants cubains sont à même de développer un type de pratique universitaire en conformité - ou mieux, en continuité - avec la société globale. Mais aussi, les étudiants ne sont plus une catégorie sociale spécifique. Ils participent à la production (ainsi que dans la plupart des pays socialistes) de même que les ouvriers fréquentent l'Université. Signalons enfin qu'au niveau de la gestion, des méthodes et du contenu, l'enseignement cubain a réalisé les revendications de l'U.N.E.F. : l'Université cubaine est en passe de devenir vraiment « l'Université de tous les travailleurs ».

3. Une époque chargée de sens idéologique marque encore le mouvement étudiant. Le courant de gauche à l'U.N.E.F. perd la majorité au moment où éclate la guerre froide (1949-1950). De là, durant toutes les années de la guerre d'Indochine, date la constitution d'une minorité politisée dont les thèmes sont déjà ceux de l'anticolonialisme, de la liberté, et d'un certain neutralisme. C'est elle qu'on nommera la « mino », et dont les développements tunisiens, marocains, puis algériens permettront la victoire idéologique et l'accès au pouvoir. On ne peut manquer d'être frappé par ces coïncidences.

Pour eux, ce sont les valeurs de leur propre bourgeoisie, c'est-à-dire les valeurs idéologiques sur lesquelles ils vivent, qui se trouvent remises en question.

Contre leur bourgeoisie d'origine qui, loin de se révolter contre la déroute de ses valeurs, en tire une espèce de gloire raciste et morbide, les médiations universitaires sont d'autant plus fortes : car c'est l'Université qui se révolte, pour défendre les valeurs sacrées (et mystifiées) dont elle est la dépositaire, contre ceux-là mêmes qui les lui ont dictées avant de les bafouer. La révolte des étudiants ne vise plus alors la reconstitution d'une société nationale idéalisée parce qu'opprimée, mais la défense d'un acquis culturel, de valeurs idéologiques qui constituent l'Université et les constituent comme étudiants⁴.

L'aggravation de la répression radicalise les termes de la révolte: la faillite du modèle de référence de classe s'identifie à la faillite même d'une culture et d'une société. Jeter par-dessus bord l'Europe et l'Occident, c'est encore une façon de tuer le père, le professeur, la classe d'origine et de s'identifier magiquement à la violence des paysans en armes. Violence et refus, tels sont les mots d'ordre d'une génération qui « a 20 ans et ne laissera personne dire que c'est le plus bel âge de la vie ». Nizan et Fanon sont les générateurs des nouveaux mythes, auréolés qu'ils sont des préfaces au vitriol de Sartre, Le contenu réel de leurs livres n'apparaîtra qu'ensuite ; on les lit d'abord comme en dehors, d'eux, sur le mode de la fascination et de l'identification impossible, parce que

4. 1956, année où le courant «mino» de l'U.U.N.E.F. prend le pouvoir (avec des positions relativement progressistes sur l'Algérie), c'est aussi l'année de Budapest. A la répression soviétique le milieu étudiant français réagit avec violence. Réaction de droite? Voire, car à l'exception d'une frange fasciste très minoritaire les mêmes étudiants vont entamer une bataille importante contre la guerre d'Algérie. On peut hasarder comme hypothèse indépendamment même de toute appréciation sur la révolte hongroise et les moyens par lesquels elle fut réprimée - que la réaction étudiante est une sorte de réaction de compensation eu égard à ce qui se passe en Algérie les ennemis étant identifiés dans l'un et l'autre cas, sous les mêmes catégories universitaires (la liberté éternelle aux mains nues contre la répression aveugle et sanglante). Lutter contre l'intervention soviétique, c'était aussi lutter contre la guerre d'Algérie (du point de vue, encore une fois, du modèle idéologique), sans pour autant rompre fondamentalement avec sa classe et en reprenant à celle-ci une part de son anticommunisme militant. Phénomène de compensation également dans la mesure où il permettait de renvoyer dos à dos les adversaires et de valoriser plus encore l'idéologie universitaire contre tous les ennemis de la liberté.

la violence du verbe est la seule permise aux étudiants privés, par ce qu'ils sont, de la violence des armes.

La vision simpliste et manichéenne de la société, qui est la leur, est aussi le fruit de l'absence d'un modèle positif antagoniste à celui, défaillant, de leur classe. Le mouvement ouvrier français, par ses hésitations, son manque de fermeté et d'initiative contre la guerre coloniale, interdit aux étudiants le passage à la conscience révolutionnaire en même temps qu'il enferme les plus conscients d'entre eux dans des actions marginales, « coupées des masses », coupées ainsi de leur véritable contenu. Inversement, par son existence et sa force, il permet au mouvement étudiant de s'exprimer à un niveau « moyen » et de dépasser le cadre purement universitaire.

Si l'U.N.E.F. en tant que vocation à être syndicale est bien née de la présence conjointe : 1° d'une manifestation violente de l'impérialisme bourgeois, c'est-à-dire de l'irruption dans la vie nationale de la lutte des classes au niveau mondial ; 2° de la présence d'un mouvement ouvrier à vocation révolutionnaire fortement implanté, ce sont aussi ces deux termes et leur absence de liens pratiques qui expliquent l'incapacité de la lutte étudiante à dépasser sa propre révolte.

Sur ce point, il est intéressant de comparer l'U.N.E.F. avec les organisations équivalentes en Europe, pour comprendre comment l'U.N.E.F. apparaît comme un phénomène unique. On avancera, en effet, que, dans les autres mouvements, il a manqué un des deux termes à l'équation de détermination que nous posons, pour aboutir à la situation de l'organisation étudiante française.

Le mouvement étudiant italien (U.N.U.R.I.), auquel il a manqué l'expérience d'une bourgeoisie aux prises avec sa forme d'impérialisme, est syndicalement puissant, mais sa politisation est moindre. Le mouvement étudiant anglais, privé d'un parti ouvrier fort et révolutionnaire, n'a pu apporter de réponse politique aux problèmes posés par l'impérialisme britannique et demeure extrêmement corporatiste et traditionaliste...

Il est assez remarquable de voir que si l'U.N.U.R.I. ressemble le plus à l'U.N.E.F., au point d'être, dans le meilleur des cas, l'image de son avenir, c'est bien le M.U.B.E.F.⁵ qui est le plus proche du mouvement français ; il est né à la fois des répercussions

5. M.U.B.E.F. Mouvement universitaire belge d'expression française.

engendrées par les événements du Congo et par les grandes grèves belges. (Sa faiblesse et son instabilité politique s'expliquent par la complexité des luttes politiques et du conflit linguistique en Belgique, ainsi que par la diversité et le cloisonnement extrêmes des institutions universitaires belges).

Enfin, l'évolution et l'effondrement de la Zengakuren (Japon), seule autre réplique de l'U.N.E.F. (quoique plus organisée que celle-ci), corrobore cette analyse.

Ces quelques indications ne sont que des jalons pour une analyse qu'il s'agirait de développer. Il y aurait encore à spécifier les caractères différents que revêtent les luttes étudiantes en fonction des diverses formes que prend la lutte des classes dans chaque pays. La référence aux pays dits sous-développés ne doit pas faire oublier les conditions politiques et économiques générales qui ont accompagné en France la lutte des étudiants français. Son avant-gardisme peut être considéré comme une manifestation de l'origine sociale ou de l'idéologie petite-bourgeoise des étudiants. Mais il n'en reste pas moins que cet avant-gardisme prend, dans les conditions d'évolution de la société française, un sens politique plus ample puisqu'il renvoie aussi aux formes nouvelles que prend la lutte des classes en pays capitaliste avancé. Il n'est pas sans intérêt d'analyser comment un groupe, non directement inséré dans le processus économique de production, ne possédant qu'une pratique imaginaire pour justifier son existence, a traduit, par référence à ses constituants externes, les manifestations violentes de l'impérialisme. Tout entière engagée dans une histoire quasi instantanée, l'U.N.E.F. s'est posée comme la mauvaise conscience de la société française et a cru pouvoir trouver sa réalité, sa justification dans l'exaltation du geste quotidien de révolte. Cette révolte ne renvoyait jamais qu'à elle-même. Ses sources taries, elle devait s'éteindre, laissant la place au mythe pour la prolonger. La guerre d'Algérie et la belle époque du F.U.A. terminées, il ne restait que le goût des batailles passées.

Au Congrès de Reims (Pâques 1962), l'U.N.E.F. se donnera un an de réflexion ; sa gauche opère alors sa reconversion vers l'action syndicale.

Ses dirigeants naturels sortent des comités antifascistes et des réseaux de soutien ; ils sont en rupture de classe et vont dès lors tenter de recréer les conditions qui leur ont permis d'accéder

à la conscience révolutionnaire à partir d'une analyse politique des conditions de leur action. Ils tentent une analyse du milieu, et ils essaient là encore de donner à une révolte indéfinie l'impact sur des problèmes réels que la conscience politique permet seule de saisir dans leur totalité.

Les instigateurs de la nouvelle orientation syndicale se donnaient quatre à cinq ans pour transformer complètement l'U.N.E.F. Pourquoi ? Deux raisons essentiellement. L'une qui tenait à la structure présente du mouvement, à base essentiellement gestionnaire, l'autre à la nature même de l'orientation proposée.

Fonder sur les conditions du travail étudiant l'ensemble de l'activité revendicative du mouvement exigeait de rompre d'entrée avec l'idéologie « gestionnaire » et les revendications de consommation (on gère des restaurants, des centres de photocopies, des clubs divers, pour *les étudiants*, après quoi, face aux difficultés croissantes rencontrées dans la gestion, et aux carences manifestes des ministères de tutelle, on revendique plus de crédits, de logements, de restaurants, pour *les étudiants*). Il fallait alors doubler les structures prédominantes à cet effet (l'association générale toute-puissante avec son administration rôdée et omnipotente) par des structures plus souples, calquées sur les structures universitaires (section syndicale ou « *corpo* » dans les facultés, groupes d'études dans les disciplines, voire groupes syndicaux de base aux niveaux les plus élémentaires).

D'une part, ces tâches supposaient la formation intensive de militants à une pratique entièrement neuve dont on appréhendait très mal les écueils. D'autre part, ce type de projet syndical ne pouvait viser qu'à la constitution d'une organisation de masse démocratique où la prise de décisions soit effectivement décentralisée, où l'information syndicale circule donc dans tous les sens et à tous les niveaux de l'organisation. Les différents thèmes mis en avant à l'époque, « retour à la base », « prise en charge par les étudiants de leurs problèmes », l'utilisation de méthodes psycho-sociologiques visant à élucider les conflits et les barrages existant dans les groupes, illustrent assez bien, dans leur confusion conceptuelle, la volonté de renouveau qui anime l'U.N.E.F. Mais, plus encore, la recherche d'une démocratie aussi complète que possible exprimait la volonté du noyau politique dirigeant de mettre à la portée et dans la pratique du milieu dans son ensemble le clivage politique apparu au sein de l'appareil syndical.

Il fallait du temps pour accomplir tout cela : du temps et, en plus, le maintien d'une certaine agitation engendrée par la lutte anticolonialiste ; le temps suffisant pour qu'une pratique syndicale nouvelle du milieu lui permette d'effectuer la démarche de la minorité politique dirigeante, et d'explicitier dans une prise de conscience collective les racines de la révolte vécue dans la lutte antérieure, ou même dans les manifestations fantasmatiques du milieu étudiant ⁶

L'ambivalence du projet syndical ainsi exprimé éclate dès ce moment. Il se veut d'une part mouvement totalisant (quant à l'U.N.E.F. dont il propose la transformation complète) par un type nouveau de relations avec le milieu, dont il intègre la révolte désordonnée en lui assignant un secteur spécifique d'appréhension de la réalité sociale sa pratique universitaire ; en ce sens, il incarne une possibilité effective de constitution de l'U.N.E.F. en syndicat, au moment où il l'exprime ; mais, d'autre part, il se situe historiquement dans le devenir du mouvement ouvrier français, anticipant sur ce devenir mais aussi sur son devenir propre (en posant comme effectivement réalisable dans l'avenir un projet né d'une conjoncture particulière et déjà dépassée).

L'échec était déjà inscrit dans les faits, dira-t-on. Cela est facile à dire aujourd'hui, quand on constate l'impasse à laquelle nous sommes arrivés, pourtant armés d'une analyse fidèle du milieu et d'une analyse politique du néo-capitalisme à l'Université que les faits sont venus confirmer. Ce milieu, nous en avons vécu la révolte, et pourtant elle nous échappait, sans que les rets si bien tressés de la théorie puissent la retenir et orienter la pratique.

6. Nous prenons la notion de prise de conscience dans sa double acception marxiste et freudienne ; explicitation d'une condition vécue comme oppressive (constituant le contenu manifeste, de la névrose) et dévoilement de son contenu latent (le traumatisme originel), la base de classe de l'oppression. Ce sera ici la contradiction vécue au niveau de la relation de dépendance (cf. *supra*) qui sera au centre de l'analyse.

Autrement dit, se posant comme l'orientation d'une organisation syndicale de masse des étudiants, l'orientation universitaire devait d'entrée démystifier la notion même d'un milieu étudiant fondant sa spécificité sur sa relation à une norme de l'adultéité bourgeoise. La dénonciation d'un certain type de rapport pédagogique, comme des différents systèmes d'assistance, n'avait d'autre fondement au départ. Les thèmes mis en avant sur l'intégration du logement étudiant dans les H.L.M., les foyers étudiants et de jeunes travailleurs, mais aussi les groupes de travail universitaires, la « responsabilité » étudiante dans la cogestion de l'Université et les motivations de l'allocation d'études expriment pratiquement cette dénonciation.

Quand la théorie se trouve à ce point contredite par la pratique, on a deux solutions pour en sortir : l'une qui consiste à sauver la pureté de la ligne, en cessant de la pratiquer - sauf au niveau de l'activité thaumaturgique des groupuscules qui fleurissent en milieu étudiant - l'autre, qui se réfugie dans l'empirisme pur. Ce choix, du reste, n'est pas une réelle alternative : au repli des « politiques, » correspondra nécessairement le syndicalisme au jour le jour, pragmatique et « intégré », des autres. Le corollaire le plus marquant en est la pratique, actuelle à l'U.N.E.F., de pur appareil : disons, schématiquement, une bureaucratisation. Dans la situation, le paradoxe étonne (et rend l'échec plus éclatant encore) entre le projet cohérent d'une stratégie syndicale nécessairement liée à l'intervention quotidienne de la base et l'aboutissement bureaucratique qui en a été la conséquence. Aussi, l'une et l'autre attitude se renvoient mutuellement à une mystification commune : la fascination devant le fait brut, confondu avec la réalité concrète. Il n'y a pas d'irréductibilité du fait ; celui-ci est toujours fonction des critères qu'on se donne pour le constater, et le constater, ce n'est rien d'autre que le constituer comme signifiant en fonction des significations que l'on projette sur lui.

Pour en revenir à la situation présente, il n'est pas tout à fait vrai que le projet syndical originaire s'est dénaturé en s'accomplissant, car ou bien il était juste (c'est-à-dire unifiant de l'ensemble des données d'une situation) et son échec renvoie à on ne sait quelle mauvaise volonté des militants qui n'ont pas « appliqué la ligne » ; ou bien il ne l'était pas et on comprend mal alors comment il a pu justement s'imposer. Troisième hypothèse : il n'était ni juste ni faux, mais contradictoire dans sa nature même.

En effet tout se passe comme s'il y avait deux histoires de l'U.N.E.F. ; l'une qui s'effectuerait, diachroniquement et synchroniquement dans l'en deçà et l'au-delà de la pratique effective des protagonistes ; l'autre, qu'ils appréhenderaient comme une totalité finie et dont ils se feraient les sujets privilégiés. Mais ce paradoxe traduit seulement, au niveau de la temporalité, la contradiction fondamentale du milieu. Centré sur lui-même pour se constituer immédiatement contre sa transivité et son hétérogénéité d'origine, le milieu vit bien deux histoires : la sienne et celle qu'il produit, dans le mouvement ou il se considère, comme étant la sienne. Rien d'étonnant alors si l'U.N.E.F. est une organisation sans mémoire. Tous les deux ans, environ, on repart à zéro.

Ce n'est jamais sur le sol d'une expérience antérieure que l'orientation actuelle se greffe et se développe, mais toujours à partir d'une situation vécue et théorisée dans « l'ici et maintenant » d'un milieu et de militants sans passé ni avenir collectifs.

Il n'y a pas d'acquis du mouvement étudiant et l'histoire passée, loin d'être dynamique et féconde pour les tâches à venir, se traduit seulement par l'inertie des structures qu'elle a produites et qui sont alors des obstacles au présent. Nous en voulons pour seul exemple le poids des structures « gestionnaires »⁷ qui - après que l'idéologie qui les avait fondées eut disparu pour faire place à la ligne « universitaire » - sont demeurées vivaces (et non pas seulement comme une survivance du passé) au point de freiner considérablement l'effort d'implantation syndicale entrepris.

Cela en un sens était normal on ne liquide pas d'un trait de plume ou d'une motion impérative, un édifice complexe, administrativement et financièrement structuré. Mais ce qui est plus intéressant à comprendre, c'est pourquoi les tenants de la ligne universitaire en ont si peu tenu compte, au point de confondre leurs réalités et l'idéologie qui les fondait et de confondre inversement leurs desiderata politiques avec la réalité.

« Si vous ne mettez pas en application les décisions nationales, si vous ne liquidez pas la gestion pour mettre à la place des structures purement syndicales, alors vous êtes contre l'orientation ». L'accusation était parfois fondée, mais ce raisonnement en tout cas la fondait ; car les A.G.E. de province, avec l'empirisme prudent qui les caractérise, savaient bien tout le danger qu'il y avait à liquider aussi vite tout ce qui jusqu'à présent les implantait dans le milieu, d'autant plus que l'orientation de rechange qu'on leur proposait, comme on l'a déjà vu, se donnait quatre ou cinq ans pour opérer véritablement.

7. L'U.N.E.F. était divisée en A.G.E. (au niveau de la ville) et corpos (au niveau des facultés), les tâches syndicales relevaient de la seule A.G.E. dont les corpos n'étaient que le relais. Un relais du reste assez flou, le corpos étant élues le plus souvent par tous les étudiants sur carte de faculté et n'adhérant pas automatiquement à l'U.N.E.F. L'orientation universitaire visait naturellement à donner aux corpos un rôle privilégié, en les transformant en sections syndicales U.N.E.F, tandis que l'A.G.E. avait surtout un rôle de coordination. Mais, par ailleurs, elle voulait briser l'orientation gestionnaire (donc la structure ad hoc) mais les deux objectifs ne convergeaient que théoriquement. La suite l'a bien montré.

Dans les débats de l'U.N.E.F. s'instaurait ainsi un véritable dialogue de sourds. Le réalisme ambigu des uns était réactionnaire pour ceux dont la politique était taxée réciproquement d'utopisme et de volontarisme. Les uns comme les autres se refusaient en fait à mener le seul débat nécessaire qui eût consisté à définir d'abord les conditions externes et les possibilités d'un syndicalisme étudiant. La fuite en avant qui semble caractériser tout projet syndical n'est rien d'autre que ce refus et ce refuge dans une histoire close, limitée aux dimensions de ceux qui la font.

L'erreur des dirigeants ainsi se relativise. Car il est vrai que, le temps leur manque et qu'il manque toujours, à tel point qu'il faut se demander si le projet ne pervertit pas lui-même la temporalité qu'il déploie. L'avenir qu'il se donne postule en fait une quasi-permanence du présent dans le futur. Le temps du militant syndical est et n'est pas le temps de l'étudiant, ou plutôt, ne l'étant pas, il fait comme s'il l'était, comme si son analyse politique, sa référence à l'histoire était vécue par le milieu au même niveau de réalité.

Les étudiants n'ont pas d'histoire, ils ne vieillissent pas ils cessent d'être étudiants ; l'U.N.E.F. non plus dans la réalité de son action, puisque celle-ci n'est qu'une émanation du milieu. Et comme le milieu étudiant n'est pas une classe, comme il n'en a ni la pratique ni l'historicité, qu'il ne récupère l'insupportable extéro-détermination de sa situation qu'en la vivant sur un mode imaginaire, son renouvellement ne peut induire aucune continuité politique interne.

A l'origine de l'orientation universitaire, on trouve ce problème : le dilemme revendication de consommation-revendication sur le travail se prolonge par l'alternative structures gestionnaires structures syndicales. Dans les débats les deux questions sont traitées ensemble, comme si le moment de l'élaboration théorique de la nouvelle ligne était un temps zéro de l'histoire du mouvement et que tout commençait avec le projet polymorphe de « transformer l'U.N.E.F. en un véritable syndicat ». Bien évidemment, l'analyse politique ne correspondait pas à cela et situait historiquement les structures de l'U.N.E.F. comme conséquences de l'idéologie du mouvement ; de la saisie par lui de l'individualité étudiante conçue comme unité socio-économique, régie par des lois spécifiques de consommation et de travail et à sa volonté d'intégrer le groupe étudiant dans la nation en faisant reconnaître

(par l'État, les travailleurs, les adultes enfin) cette spécificité .

Ainsi le poids de l'histoire antérieure est présent dans la définition par la gauche de son projet syndical, comme il l'est d'une certaine manière dans le temps qu'elle se donne pour le réaliser. Mais ce rappel à la réalité ne laisse pas d'être ambigu et contredit par la réalité même du combat idéologique qui exige des solutions tout de suite pour affirmer la positivité de l'orientation proclamée. Par voie de conséquence, le passé et tout ce qui le rappelle est antagoniste au présent et doit être immédiatement liquidé.

Mais ce n'est pas à ce seul niveau que s'est porté le projet de la gauche ; sinon il aurait pu être repris comme tel par ceux qui y ont souscrit. L'impasse est, certes, dans cette « impatience » des dirigeants qui renvoie en fait à tout le conditionnement du milieu, à l'essence même de son projet imaginaire ; elle est aussi dans une mauvaise adéquation entre l'analyse politique et l'analyse du milieu. La réalité de la guerre d'Algérie avait beau être démontrée comme une pure révolte morale⁸, les conséquences quant à sa signification par rapport à la lutte des classes, à la lutte politique contre le régime, n'étaient pas tirées.

A un premier niveau, l'orientation universitaire telle que nous eu avons dégagé le projet revenait à supposer acquise - compte tenu de la réalisation des conditions externes envisagées (mais cela n'a-t-il pas été souvent une clause de style, avant de devenir une justification de l'échec pour les uns et l'occasion de sur-rationaliser le projet pour les autres) - la possibilité pour le milieu étudiant dans *son ensemble* de renoncer à la pratique engendrée par le conditionnement de l'université, de refuser en bloc les intérêts de sa classe d'origine et des avantages (illusoire ? voire, car la critique même de l'exercice de telle profession, du conditionnement de la formation, présuppose déjà une démarche démyst-

8. Cette idéologie dont l'expression politique adéquate était la charte d'apolitisme, se voyait contredite par le dogme minoritaire « il n'y a pas de problèmes étudiants, mais seulement des aspects étudiants des problèmes nationaux ». Mais la contradiction n'est qu'apparente. L'idéologie minoritaire combat l'isolement du groupe étudiant au nom de la Charte de Grenoble (qui définit les droits et les devoirs de l'étudiant en tant qu'il est « un jeune travailleur intellectuel »), mais non la spécificité du groupe dont elle ne revendique l'intégration sociale qu'en tant qu'il est justement un groupe spécifique de la Société.

9. Cf. « Naissance d'un syndicalisme étudiants. Temps Modernes, 213, février 1964.

tifiée et démystifiante sans laquelle ceux-ci sont en tout cas) réels dans la situation présente.

On retrouve là la trace ou l'allusion implicite encore à la guerre d'Algérie. C'est contre l'impuissance révélée des valeurs qui fondent l'enseignement qu'ils reçoivent à l'Université, que les étudiants se sont révoltés. Cette impuissance, pour la minorité politiquement consciente, avait un sens de classe, comme a aussi un sens de classe la crise actuelle de l'Université. Le lien était simple à faire, les dirigeants l'ont fait et ont vu là le moyen de rénover une pratique et de diriger les coups contre le maillon le plus faible. Les étudiants n'ont jamais pu voir autre chose que l'image idéologique qu'ils s'en donnaient, et le clivage qui est apparu fut celui des anciens et des modernes, non un clivage de classes. C'est que les dirigeants avaient oublié la vision déformée que le milieu a des problèmes auxquels il est confronté; c'est qu'ils avaient pensé que les contradictions rencontrées avaient en elles-mêmes un sens politique qui sauterait au visage de tous lorsqu'on aurait mis le doigt dessus. C'était oublier encore que si 72 % des étudiants ne finissent pas leur licence, rien n'écarte a priori tel étudiant de la réussite sociale, rien ne l'écarte a priori de l'élite : c'est du moins le système qui l'affirme et c'est lui qui conditionne, d'entrée, tout projet étudiant.

Ce n'est pas dans l'avenir de l'Université technocratique ou démocratique que l'étudiant d'aujourd'hui puise ses raisons de lutter ; et quant au présent, c'est dans un devenir imaginaire encore qu'il cherche confusément une réponse reconfortante à ses problèmes du jour, conditionnés par la civilisation de consommation à laquelle il participe quotidiennement, si pauvre qu'il soit. L'étudiant ne peut être que « corporatiste », et la crise de l'Université n'est encore là qu'un moyen pour lui de justifier le monde où il s'enferme.

L'étudiant d'aujourd'hui n'est pas plus proche du travailleur qu'il sera demain, que l'étudiant qui prendra sa place et qui lui est étranger. Cette ambivalence de son statut qui le pousse à vivre dans toute sa plénitude ce qu'il constitue comme une « vie d'étudiant », avec des loisirs d'étudiant, des amours d'étudiant, dans des chambres pour étudiants, ne lui confèrent jamais un avenir d'étudiant. La liberté-servitude qu'on lui accorde est déjà signifiée dans l'idéologie bourgeoise qui le forme c'est le plus sûr garant des normes de l'adulte, du modèle bourgeois de la

responsabilité sociale (ce qui nous renvoie à l'analyse du vécu idéologique de la lutte des classes).

Les motivations spécifiquement universitaires n'auront jamais la même force que la guerre d'Algérie parce qu'elles sont marquées de cette ambiguïté fondamentale du statut de l'étudiant. C'est dire qu'elles ne peuvent être appréhendées que de façon mystifiée par le milieu à l'égal de l'image qu'il se constitue de lui-même : elles rentrent dans le cercle vicieux de son champ de visée et ne peuvent le briser.

Or, loin de lui proposer d'améliorer l'ordinaire, d'aider à une meilleure adaptation de l'Université à l'économie, bref de lui permettre une initiation sans douleur à l'adultéité bourgeoise, le syndicat lui propose de rompre le cercle protecteur, de tout remettre en question, lui montre que son malheur individuel est un mal social et que c'est la société qu'il faut changer. Et les médiations par lesquelles le syndicat lui propose d'aboutir à cette conclusion sont celles, justement, auxquelles il donne une réponse, à sa façon, tous les jours, et auxquelles le régime donne lui aussi une réponse générale, à la fois plus facile à appréhender parce qu'elle emprunte la voix idéologique qui lui est familière, et aussi difficile à saisir dans ce qu'elle a de réel ou mieux de « réaliste ». Familière en ce qu'elle propose une solution en adéquation avec les problèmes tels que l'étudiant se les pose, en lui renvoyant l'image qu'il s'est formée de lui-même en lui rendant une continuité, difficile à saisir et à admettre en ce qu'il est réellement étranger à cette image. L'élite de la France, c'est bien lui, il reconnaît là le projet mythique qui est le sien et la finalité où il tente de se projeter tout entier. Le groupe étudiant est sensible à la rationalité des problèmes qu'on lui propose, pourvu que cette rationalité ne vienne pas bouleverser l'image qu'il a de lui.

C'est pourquoi, aussi, une plate-forme revendicative seulement axée sur la « réforme des structures » de l'institution universitaire ne sera jamais appréhendée que dans les termes de sa rationalité plus grande et ne sera jamais réalisée avec ses implications « révolutionnaires », mais au contraire dans son aspect proprement partiel et réformiste. Le seul clivage qu'elle est susceptible de créer dans le milieu sera encore du type anciens et modernes ou, mieux, « adaptation » contre « réforme », mais jamais plus.

Autrement dit, la rationalité que peuvent appréhender les étudiants est elle aussi déformée, et il ne sert à rien d'opposer une

autre rationalité dont les implications politiques peuvent se développer, elle ne sera comprise que comme un autre type de rationalité bourgeoise, sans plus. Mais, là encore, le projet syndical est ambigu, car, contrairement au gaullisme, il propose de rompre brutalement avec l'imagerie étudiante et, comme tel, sa force de contestation est potentiellement très grande, mais seule une contestation de type politique peut réaliser cette force.

Cela explique la volonté quasi obsessionnelle des militants étudiants de donner au milieu les moyens de prendre en charge ces problèmes, de dénoncer un statut oppressif et aliénant, mais cela explique aussi leur échec. La lutte contre la technocratisation de l'Université est bien un axe de lutte qui répond aux conditions politiques présentes, mais elle n'a de contenu révolutionnaire que si elle permet au milieu d'accéder à un niveau de conscience supérieur, si elle permet le dévoilement constant du sens réel des contradictions qu'il rencontre ; un dévoilement partiel n'a d'opportunité et d'efficacité que s'il autorise le passage à un stade supérieur. Or, c'est bien cela qu'autorise l'intervention sur les structures, là où se situe plus précisément le noeud de la crise, de la contradiction, à condition que cette intervention concrétise un projet politique global et un type d'analyse de la réalité que le milieu est bien incapable de faire dans sa spécificité même. Il ne pourra inventer autre chose que ce qu'il ressasse déjà sans jamais pouvoir se dépasser. Ici encore le temps joue contre un projet qui se veut par étape. Sans mémoire, le milieu, dans ses changements, ne pourra jamais dépasser le niveau de compréhension où il piétine, à moins d'une irruption extérieure qui le force à se voir autre que ce qu'il est. Le milieu étudiant est en quelque sorte condamné à une certaine instantanéité de prise de conscience, parce qu'on ne détruit pas l'imaginaire en le renvoyant à lui-même, mais seulement en lui permettant de se refléter sur autre chose que lui-même. Autrement dit, la lutte contre la technocratisation de l'Université ne peut en aucun cas constituer l'axe stratégique d'une action étudiante autonome. Elle n'a de sens qu'intégrée à une stratégie d'ensemble du mouvement ouvrier visant les structures mêmes du régime capitaliste dans ses finalités et dans ses choix au nom de finalités et de choix différents. La place dans une telle stratégie des problèmes de la qualification et de l'autonomie de la formation est essentielle et, en ce sens, l'intervention syndicale étudiante, à moins de céder consciem-

ment à la tentation réformiste, aura pour objet privilégié le développement de la précarité, de la nature oppressive du statut étudiant et des auto-aliénations du milieu. Mais cet effort n'aurait aucun sens si, par ailleurs, une organisation politique d'avant-garde en milieu étudiant n'était pas capable d'explicitier en termes de classe la signification de l'industrialisation de l'Université, en analysant parallèlement la situation étudiante vis-à-vis, de ce phénomène.

Nous n'examinerons pas ici l'orientation que développent à l'U.N.E.F. les étudiants communistes orthodoxes ; surtout, compte tenu de l'ambiguïté tactique où elle se présente. Sa critique nous servira de transition vers l'analyse du niveau d'intervention de l'organisation révolutionnaire en milieu étudiant. Auparavant, précisons que les conditions de syndicalisation du milieu sont bien celles qui ont été proposées depuis deux ans par les militants de la gauche de l'U.N.E.F. ; mais, au terme de nos analyses, leur point d'application est loin encore de pouvoir être prouvé et défini. Seules un certain nombre de mutations radicales sont susceptibles de parvenir à modifier la pratique du milieu.

Dans toutes les analyses de la gauche de l'U.N.E.F., revenait le thème, très précis, que nous évoquions ci-dessus, qui liait la possibilité de la démarche syndicale à l'existence d'une organisation révolutionnaire en milieu étudiant ; elle seule permettait de relayer une expression syndicale nécessairement limitée et de saisir les problèmes dans leur totalité. Encore aujourd'hui nous sommes amenés à reprendre cette analyse en précisant deux points :

1° Que c'est la présence de militants révolutionnaires, détachement de l'avant-garde du prolétariat, qui peuvent par leur praxis faire dépasser aux luttes étudiantes leur caractère circulaire.

2° Mais que ce ne sont pas les « étudiants défavorisés » qui ont le plus de chances d'être l'avant-garde, sauf s'ils sont déjà membres conscients de cette avant-garde avant l'entrée à l'Université, ce qu'ils ont effectivement plus de probabilité d'être que les autres.

En d'autres termes, l'appartenance de classe ne peut pas, en milieu étudiant, viser un lien mécanique de prédestination

par la naissance. C'est verser dans le sociologisme et entrer dans le débat mystifié et idéologique de la sociologie bourgeoise sur l'existence statistique de la classe ouvrière. La classe ouvrière en lutte, le rôle historique de la classe ouvrière tel que le définit Marx, ne renvoie aucunement au concept, sans historicité, sociologico-statistique, de classe ouvrière. Aussi identifier, ne serait-ce que par souci pratique (rassemblement des plus larges masses), les étudiants issus des couches défavorisées de la société (c'est-à-dire aussi bien les étudiants d'origine ouvrière que ceux d'origine petite-bourgeoise) à la classe ouvrière en lutte, revient à fonder la prise de conscience de classe sur l'oppression purement matérielle, et à croire que la nature même de la naissance, induit ipso facto la conscience de classe ¹⁰ Eu d'autres termes, si la notion de « défavorisés » indique bien, non seulement les étu-

10. Citons à ce propos l'extrait d'une intervention d'un délégué de Bordeaux au 8e Congrès de l'Union des Étudiants communistes, publié dans le compte rendu de l'Humanité du 8-3-1965

« Mais un camarade de Bordeaux rétorque « Se soucier des étudiants défavorisés, c'est donner un contenu de classe à notre organisation. » Il se prononce en faveur de la conférence internationale sur les étudiants salariés en rappelant « 50 % des étudiants travaillent, 28 % seulement de l'ensemble obtiennent leur diplôme final ; mais, parmi eux, on ne compte que 5 % de ceux qui travaillent... »

« On semble oublier bien souvent que nous sommes des jeunes communistes adhérents du parti de la 'classe ouvrière e, dit-il encore. « Il y a pour nous une double urgence se soucier des plus défavorisés et lutter pour l'entrée de jeunes issus de la classe ouvrière à l'Université; Ce n'est pas contradictoire avec notre volonté de rassembler tous les étudiants. »

Nous avons tenu à citer in *extenso* le texte de l'*Humanité* qui a elle-même procédé au découpage approprié de l'intervention du délégué de Bordeaux. Bornons-nous à relever :

1° L'imprécision, pour le moins, de la notion d'étudiants défavorisés».

2° L'aberration théorique qui fait reposer un « contenu de classe » sur une notion telle que « défavorisés » ; comme si la théorie marxiste, complétée par le léninisme, n'avait pas suffisamment spécifié ce qu'était un contenu de classe, avec un appareil conceptuel précis et clair, pour qu'on aille chercher une notion aux relents ouvriéristes et paupéristes.

3° Qu'il n'est jamais dit de quelle classe sont issus les étudiants dits « défavorisés » et que, si on peut supposer implicitement qu'ils ont une origine ouvrière et petite-bourgeoise (employés, cadres subalternes), on ne comprend plus très bien le lien confus qui est fait entre eux et les «50% d'étudiants qui travaillent s, dont l'origine à coup sûr n'est pas celle-là puisque cela voudrait dire alors que 50 % des étudiants sont défavorisés et ont donc cette origine là, ce qui est contradictoire avec la phrase suivante sur l'ouverture de l'Université à des jeunes issus de la classe ouvrière. On voit alors très mal comment le fait (faux) que 5 % seulement des 50 % des étudiants qui travaillent obtiennent leur diplôme final, peut donner un contenu de classe (au sens où l'entend le délégué dans sa première proposition) à l'organisation communiste en milieu étudiant.

dians d'origine ouvrière, mais aussi ceux d'origine petite-bourgeoise, et plus généralement tous les étudiants issus des couches dites « non monopolistes », axer la pratique du syndicat ou de l'organisation révolutionnaire en milieu étudiant, par priorité, sur ceux-ci, c'est supposer que la conscience de, classe naîtra naturellement *en dehors de toute participation au procès économique de production, de toute place dans le système de production* (de toute pratique de classe), du fait de la seule origine ; ou alors, ce qui est plus grave encore sur le plan théorique, c'est supposer que ces étudiants ont une conscience prolétarienne par un biais idéologique, et sont ainsi munis d'une idéologie progressiste en naissant ; c'est alors supposer implicitement l'existence d'une idéologie prolétarienne, en contradiction formelle avec la théorie marxiste (celle-ci démontre, est-il besoin de le rappeler, qu'il n'y a qu'une seule *idéologie*: l'idéologie de la classe dominante¹¹). On aboutit alors logiquement à cette étrange contradiction contenue dans l'intervention du délégué de Bordeaux (cf. note 10) et qui consiste à fonder le « contenu de classe » d'une organisation communiste sur une idéologie qui n'existe pas, ou à interpréter les difficultés matérielles rencontrées par les étudiants d'origine modeste comme l'équivalent d'une pratique de classe¹².

Notre raisonnement aurait peut-être plus de valeur démonstrative si nous le faisons de façon positive. La liaison qui existe entre pratique de classe et conscience de classe est claire dans la théorie marxiste, précisée par l'élucidation du rôle du parti autonome de la classe ouvrière dans la prise de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière ; l'apport léniniste réside en cela, en particulier, que nous ne pouvons plus confondre aujourd'hui masse ouvrière et classe ouvrière en lutte, qui n'est que la masse ouvrière structurée en classe par un parti d'avant-garde. Dans ce sens, donner un contenu de classe à une organisation révolutionnaire communiste ne peut avoir qu'un sens, c'est de

11. Cf. K. MARX : *L'Idéologie allemande*.

12. Il serait possible d'avancer que les étudiants d'origine prolétarienne, et prolétarienne seulement, peuvent être la base d'une organisation communiste en milieu étudiant. Mais ceci uniquement pour des raisons totalement extérieures à l'Université, qui sont l'existence d'un parti communiste fort dont l'action sur les masses ouvrières peut, par une sorte de praxis induite du père au fils, amener à la conscience de classe le fils du militant ou du sympathisant communiste. Mais c'est la seule condition d'ailleurs souvent réalisée.

structurer sur une base d'appartenance de classe la masse étudiante, c'est-à-dire la faire participer sur une base de classe à la lutte de la classe ouvrière. En d'autres termes, faire participer les étudiants de façon consciente à la lutte des classes.

Or, s'il est vrai que les étudiants, sans place dans le système de production, vivent leurs contradictions, reflets des contradictions générales de la Société, sur un mode idéologique (le mode mystifié que nous avons indiqué), donner un contenu de classe à l'organisation, c'est dévoiler les mystifications idéologiques dont sont victimes les étudiants et non pas leur donner une autre idéologie tout aussi mystifiée, dite prolétarienne ou progressiste. En ce sens, distinguer les étudiants « défavorisés » des autres serait en fait introduire une mystification de plus, puisque c'est répondre dans le langage étudiant, dans les termes mystifiés où il pose la lutte des classes, en introduisant une catégorie diffuse d'étudiants représentants authentiques d'une idéologie libératrice ¹³.

L'analyse développée nous fait situer ainsi les étudiants « défavorisés » : ils vivent effectivement leur oppression matérielle sur un mode et selon une interprétation idéologiques, mais cette idéologie est l'idéologie bourgeoise telle qu'elle s'exprime dans la structuré et le groupe étudiant. Pour deux raisons la première qui est théorique et générale, à savoir qu'il n'y a qu'une seule idéologie, celle de la classe dominante ; la seconde, qui surdétermine la première, est que ce sont les représentants des classes bourgeoises qui dominent numériquement et qualitativement à l'Université (à cet égard l'analyse des inégalités culturelles est décisive quant à la domination intellectuelle qu'exercent le plus souvent les étudiants d'origine bourgeoise sur leurs camarades) ; comme tels, ils véhiculent l'idéologie qui est celle de leur famille d'origine et « donne le ton » à l'idéologie étudiante ¹⁴. Et en ce sens, l'arrivée massive d'étudiants d'origine ouvrière peut contribuer à battre en brèche cette domination idéologique, mais seulement si elle est relayée du dehors par l'action ouvrière

13. Nous avons parlé plus haut d'idéologie marxiste ; nous entendons par là l'interprétation, mystifiée par l'idéologie bourgeoise, qu'avaient nécessairement les étudiants de la théorie marxiste.

14. Nous entendons par l'expression « idéologie étudiante », la façon spécifique dont est réinterprétée et exprimée l'idéologie bourgeoise en milieu étudiant.

d'une part, et si d'autre part les étudiants d'origine ouvrière opposent à l'idéologie bourgeoise la théorie marxiste ; s'ils possèdent une véritable conscience politique de classe. Précisons, s'il en est besoin, que la revendication de démocratisation de l'Université n'est révolutionnaire qu'en rupture idéologique et pratique avec la classe dominante, c'est-à-dire que si elle est imposée à la bourgeoisie par la classe ouvrière comme la renonciation à un de ses privilèges, et dans un contexte de lutte politique de masses ; sinon elle n'est que réformiste, parce qu'elle sous-estime alors la force d'intégration idéologique de la bourgeoisie, parce qu'elle semble ignorer -la diffluence de l'idéologie bourgeoise, rendue possible par sa situation dominante au sein de la société. C'est, semble-t-il, toute la différence qu'il y a entre la démocratisation de l'Université revendiquée par les communistes et cette revendication réclamée par Defferre et les courants néo-capitalistes.

Bref, comme nous l'avions déjà perçu, la prise de conscience d'un étudiant originaire des couches non- monopolistes ne s'opère pas autrement que celle d'un étudiant fils de profession libérale :ou de cadre supérieur, à ceci près qu'il est peut-être moins aliéné intellectuellement que les autres par l'idéologie dominante, mais qu'en revanche il se pose dans des termes beaucoup plus aliénants le problème de son devenir et de son ascension sociale ; cela risque de le conduire souvent, dans le cadre de sa pratique mystifiée, et en l'absence d'une insertion de classe extérieure à l'Université ¹⁵, à accepter les solutions partielles et les mirages que propose le capitalisme pour pallier ses difficultés et assurer son ascension sociale individuelle. D'où la sensibilité de ces étudiants aux séductions idéologiques de la « promotion ouvrière ». Ajoutons que les fils de bourgeois, dans une Université qui consacre effectivement leur privilège culturel, ont souvent plus de facilité se détacher de leur classe d'origine, ne serait-ce que parce qu'eux non plus n'ont pas la pratique économique de leur classe d'origine, dont ils ont reçu néanmoins le privilège désaliénant d'accéder à la science. Les difficultés matérielles de tout ordre et les difficultés dans l'apprentissage intellectuel rencontrées par les étudiants d'origine modeste, rendent bien compte en effet de la place qui

15. On a souvent noté que l'entrée à l'Université d'un étudiant d'origine sociale modeste se marquait par une sorte de rupture à la fois intellectuelle, culturelle et morale avec sa classe d'origine.

est faite à leur classe d'origine dans la société au terme de la théorie marxiste ; mais ce n'est pas de cette façon-là qu'elles sont appréhendées par ceux qui les ressentent (ou alors c'est leur supposer une conscience politique), elles le sont, au contraire, comme chez tous les autres étudiants, de façon imaginaire. La conséquence en est que les promesses gaullistes et les projets technocratiques ont de fortes chances de les séduire puisqu'ils résolvent, apparemment et telles qu'ils les voient, leurs difficultés. Il ne reste alors plus que deux voies à l'organisation révolutionnaire en milieu étudiant ou bien renoncer à s'adresser spécialement à eux ou bien verser dans la démagogie et enfoncer encore plus les étudiants dans leur pensée mystifiante. Aussi, seule l'existence d'un parti révolutionnaire est garante de la possibilité réelle d'un travail révolutionnaire en milieu étudiant, mais ce en visant tous les étudiants, en ce qu'ils sont étudiants.

« N'oublions pas que nous sommes membres du parti de la classe ouvrière », proclama le délégué de Bordeaux ; oui, n'oublions pas, en effet, ce qu'est l'organisation autonome du prolétariat en lutte ; n'oublions pas que la conscience révolutionnaire ne naît tout armée de la tête des fils d'ouvriers, encore moins des fils de petits bourgeois ; n'oublions pas que transformer une organisation communiste en une organisation de masse ne peut qu'engendrer le confusionnisme et la collaboration de classe

Nous nous bornons ici à une critique, interne en quelque sorte, dont l'apparence dogmatique n'échappera pas. Il nous a semblé nécessaire de procéder ainsi à cette étape de l'analyse, nous réservant dans un cadre plus positif de préciser, mieux que nous ne l'avons fait jusqu'à présent, les termes renouvelés de cette analyse trop rigide.

Nous sommes conduits ainsi à définir deux niveaux spécifiques d'intervention en milieu étudiant, deux praxis, en tant que l'une renvoie à ce que nous avons appelé son intériorité (le syndicat), et l'autre à son extériorité (l'organisation révolutionnaire). Sans préciser encore leur champ d'intervention respectif, nous savons seulement à ce stade :

1° Les limites précises qu'imposent au syndicat à la fois le milieu lui-même et sa nature, constituée par une pratique imaginaire.

2° La nécessité de l'expression réelle de la lutte des classes dans sa signification totale par la praxis d'une organisation révo

lutionnaire, donnant un sens au dévoilements partiels opérés par le syndicat.

Nous ne reprenons pas ici le vieux débat syndicat-parti, mais ce sont les termes mêmes où a abouti notre analyse du milieu qui, en le définissant dans sa contradiction, met l'accent sur les deux pôles qui le déchirent. Reprenant nos conclusions antérieures, nous dirons que le syndicat fait partie de la réponse d'un groupe à sa négation extérieure et comme telle se spécifie, indique son champ d'action et ses limites ; indique aussi toute l'ambiguïté des rapports qui peuvent s'établir entre la base et l'appareil et définit par là les limites de son intervention potentielle vers la transformation du milieu. Mais, ce faisant nous n'avons spécifié que négativement le rôle du syndicat, en tant qu'il assume une vocation représentative. Cette ascèse nous semblait nécessaire, non pas tant pour le plaisir de dénoncer un certain nombre d'illusions mais parce que nous savons le prix que leur maintien fait payer à la force du combat politique. A l'entreprise encore partielle de démystification doit succéder la définition plus rigoureuse du champ d'intervention possible d'un syndicalisme étudiant qui, à force d'avoir voulu constituer son image idéale, en est arrivé à nier sa propre réalité.

Antoine GRISET et Marc KRAVETZ